

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 22/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES Petrochemicals France**

Etablissement de Carling  
BP90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF-PPC\_2025-12-18\_RAPVI\_suivi échéances et incendie\_02378  
Code AIOT : 0006209855

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Etablissement de Carling BP90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 5 novembre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et porte sur le risque incendie.

Cette visite s'inscrit également dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances et porte sur les suites données au rapport d'inspection n°00762 du 13 décembre 2024 faisant suite à la visite du 14 novembre 2024 relative au dimensionnement du bassin d'orage des eaux pluviales et d'extinction incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006209855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite une unité de production de polypropylène compound (unité PPC) par mélange et fusion de polypropylène sous forme de granulés et d'additifs. Les produits finis fabriqués (PPC) sous forme de granulés sont destinés au marché de l'automobile.

Cette unité de production est sous le régime de l'autorisation, soumise à l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29 juin 2016 modifié. Une nouvelle ligne de production (PPC3) a été autorisée suite à la signature de l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/N°2023-178 du 6 septembre 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dimensionnement du bassin d'orage	Code de l'environnement du 01/10/2023, article R.214-1 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
2	Détection incendie du bâtiment procédé	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.3.4 (partiel)	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Sprinklers de l'entrepôt de stockage de polymères	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.2.6 et 9.3.4 (partiels)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Réseau d'eau d'extinction incendie - haute pression	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.2.6 (partiel)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, la nécessité de transmettre :

- dans un délai de 6 mois, le plan d'actions relatif à la gestion des eaux pluviales issues du bassin versant intercepté accompagné d'un échéancier de réalisation (cf. point de contrôle n°1) ;
- dans un délai de 2 mois, le rapport de tests de vérification des détecteurs incendie du bâtiment procédé pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2025 ainsi que les justificatifs concernant le dimensionnement des détecteurs incendie du bâtiment procédé (cf. point de contrôle n°2) ;
- dans un délai de 2 mois, les résultats des tests/maintenance réalisés sur les sprinklers de l'entrepôt de stockage de l'atelier PPC en 2024 et 2025 (cf. point de contrôle n°3) ;
- dans un délai de 2 mois, le plan mis à jour du réseau maillé haute pression de l'atelier PPC ainsi que le rapport des tests du 16 novembre 2025 effectués sur le réseau incendie haute pression et les 9 poteaux incendie de l'atelier (cf. point de contrôle n°4).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement du bassin d'orage

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/10/2023, article R.214-1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article R. 214-1 (partiel) du code de l'environnement</u> « [...] 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). [...] »  <u>Article 3.16.2.2.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29/06/2016 modifié :</u> « [...] Le volume minimal disponible du bassin d'orage et de confinement est de 800 m <sup>3</sup> . »  <u>Dossier de décembre 2022 relatif à la création de la 3 ligne (Notice d'incidence</u>

environnementale)

« Le bassin d'orage/de confinement à proximité de la zone PPC d'un volume de 800 m<sup>3</sup> est prévu pour :

- recueillir les eaux de pluies de la zone de l'unité PPC ;
- confiner les eaux d'extinction d'un incendie de l'entrepôt, de la structure souple et de la zone de procédé. [...]

Sur la base du document technique D9A « Défense extérieure contre l'incendie et rétentions – Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction », le volume total de liquide à mettre en rétention s'élèverait à 1 741 m<sup>3</sup>. Le bassin d'orage ayant un volume de 800 m<sup>3</sup>, l'excédent d'eau éventuel sera envoyé au bassin d'orage de la STF après autorisation d'Arkema, qui dispose d'un volume de 11 000 m<sup>3</sup>. Une pompe de relevage complémentaire sera mise en place sur le bassin d'orage du PPC. »

#### **Constats :**

Suite à la visite du 14 novembre 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 5 mois, les justificatifs concernant le dimensionnement du bassin d'orage au regard des effluents collectés par l'atelier PPC et notamment au regard de la présence d'un tuyau collectant les eaux pluviales extérieures du site par surverse (eaux interceptées par le projet et par le bassin versant naturel).

L'inspection des installations classées constate, sur la base de l'étude "Gestion des eaux pluviales sur le site de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold - Phase 1 : Diagnostic de l'existant" du 12 janvier 2024 réalisée par un autre industriel de la plateforme et présentée par l'exploitant lors de la visite du 5 novembre 2025, que :

- le bassin versant drainé par le bras sud-est du Merle est capté, par surverse, par le bassin d'orage de l'atelier PPC en période de hautes eaux ;
- aucun réseau d'effluents aqueux de la plateforme ne prévoit la collecte des eaux pluviales de ce bassin versant intercepté ;
- l'étude de dimensionnement du bassin d'orage de l'atelier PPC de décembre 2022 n'a pas pris en compte les effluents aqueux issus de ce bassin versant.

Lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'exploitant déclare :

- que des tests sont en cours pour évaluer les écoulements des eaux pluviales au niveau de la surverse ;
- qu'une estimation du débit des eaux pluviales issues du bassin versant drainé par le bras sud-est du Merle et capté par le bassin d'orage de l'atelier PPC doit être réalisée ;
- qu'un plan d'action sera proposé au regard des résultats obtenus ;
- que le redimensionnement du bassin d'orage de l'atelier PPC n'est pas envisagé à ce stade.

L'exploitant s'est engagé à transmettre les éléments susmentionnés dans un délai de 6 mois.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 6 mois, le plan d'actions relatif à la gestion des eaux pluviales issues du bassin versant intercepté

accompagné d'un échéancier de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Détection incendie du bâtiment procédé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.3.4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 9.3.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29/06/2016 modifié :  "[...] La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les zones process, [...]. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. [...]  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction.  [...]  L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]"</p> <p><u>extrait du plan d'opération interne (POI) - chapitre 5 (révision décembre 2024)</u>  "Les zones équipées de détection incendie sont les suivantes : [...]  <i>Détecteur de fumée :</i>  - le bâtiment procédé [...]  En cas de détection de départ de feu, des alarmes sont retransmises à la salle de contrôle."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspection des installations classées constate, par sondage, sur la base des constats réalisés sur le terrain et des documents présentés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la présence de 2 détecteurs flamme sur les lignes de production n°1 et n°2 dans le bâtiment procédé et la cohérence avec le plan de localisation des détecteurs du 11 mai 2021 ;</li> <li>la présence de 4 détecteurs optique-thermique dans le bâtiment procédé et la cohérence avec le plan de localisation des détecteurs du 11 mai 2021 ;</li> <li>la réalisation de tests de vérification des détecteurs incendie susmentionnés à une fréquence semestrielle par une entreprise extérieure (fréquence basée sur les règles APSAD) en 2024 (rapports des 14 février et 30 septembre 2024) qui n'appellent pas d'observation ;</li> <li>la réalisation des tests de vérification des détecteurs incendie susmentionnés au 1<sup>er</sup> semestre 2025 par une entreprise extérieure (rapport du 22 juillet 2025) qui n'appellent pas d'observation ;</li> </ul>

- l'absence de test de vérification des détecteurs incendie susmentionnés au 2<sup>ème</sup> semestre 2025 ;
- les modalités de contrôle et les observations sont indiquées dans les rapports d'intervention suite aux contrôles ;
- la retransmission, sur la centrale de commande du local technique, des alarmes des détecteurs susmentionnés avec un signal lumineux et l'identification des détecteurs et zones concernés sur la centrale de commande ;
- que les opérateurs présents en salle de contrôle ont connaissance des actions à mettre en œuvre en cas d'alarme sur les détecteurs incendie et des procédures associées. Les procédures sont disponibles en salle de contrôle.

L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre, lors de la visite d'inspection ni suite à la demande par courriel de l'inspection des installations classées du 5 novembre 2025 les justificatifs concernant le dimensionnement des détecteurs incendie du bâtiment procédé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 2 mois, les justificatifs suivants :

- rapport de tests de vérification des détecteurs incendie du bâtiment procédé pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2025 ;
- les justificatifs concernant le dimensionnement des détecteurs incendie du bâtiment procédé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Sprinklers de l'entrepôt de stockage de polymères**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.2.6 et 9.3.4 (partiels)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

article 9.2.6 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29 juin 2016 modifié

"[...] L'entrepôt de stockage de polymères est équipé d'un dispositif d'extinction automatique suffisamment dimensionné.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux référentiels reconnus.

Les modalités d'intervention retenus sont précisées dans une consigne écrite ou dans un fiche de stratégie d'intervention [...]

L'ensemble des moyens d'intervention et de lutte incendie est maintenu en bon état. [...]

L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont écrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."

article 9.3.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29 juin 2016 modifié

"[...] La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour [...] les zones de stockage, [...]. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. [...]"

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction.

[...]

L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]"

extrait du plan d'opération interne (POI) - chapitre 5 - évaluation des risques (révision de décembre 2024)

"Les zones équipées de détection incendie sont les suivantes : [...]"

Détecteurs thermiques :

- L'entrepôt de stockage (via le réseau de sprinklers) [...]"

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspection des installations classées constate, par sondage, sur la base des constats réalisés sur le terrain et des documents présentés par l'exploitant :

- la présence d'un réseau de sprinklage au niveau de l'entrepôt de stockage et la cohérence avec le plan de localisation des détecteurs du 11 mai 2021 ;
- que le réseau a été dimensionné sur la base du fichier de calcul hydraulique du 7 mars 2016 ;
- que les modalités de contrôle (maintenance, essai périodique) ne sont pas précisées. Seule la programmation à une fréquence annuelle est indiquée sur le logiciel de programmation de la maintenance. L'exploitant déclare que les tests sont réalisés sur le réseau d'alimentation en eau au niveau du point le plus éloigné afin de justifier du débit alimentant les sprinklers et s'est engagé à préciser ces éléments dans une procédure d'ici fin décembre 2025 ;
- que l'exploitant dispose d'un dossier numérique "protection incendie - atelier PPC" dans lequel les comptes-rendus d'intervention sont enregistrés. Les modalités de contrôle et les observations ne sont pas indiquées sur les comptes-rendus ;
- la retransmission, sur la centrale de commande du local technique, des alarmes du réseau de sprinklage de l'entrepôt de stockage avec un signal lumineux et l'identification de la zone concernée sur la centrale de commande ;
- que les opérateurs présents en salle de contrôle ont connaissance des actions à mettre en œuvre en cas de déclenchement du réseau de sprinklage et des procédures associées. Les procédures sont disponibles en salle de contrôle.

L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre, lors de la visite d'inspection ni suite à la



demande par courriel de l'inspection des installations classées du 5 novembre 2025, les résultats des tests/maintenance réalisés sur les sprinklers de l'entrepôt de stockage de l'atelier PPC en 2024 et 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 2 mois, les résultats des tests/maintenance réalisés sur les sprinklers de l'entrepôt de stockage de l'atelier PPC en 2024 et 2025 permettant notamment de justifier du respect des débits requis et des opérations de contrôle réalisées sur le réseau de sprinklage de l'atelier PPC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Réseau d'eau d'extinction incendie - haute pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.2.6 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, risques incendie

**Prescription contrôlée :**

article 9.2.6 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29 juin 2016 modifié

"Les moyens d'intervention et d'extinction nécessaires aux installations sont définis conformément à la réglementation en vigueur et précisés dans le plan d'opération interne. Les installations sont couvertes par un réseau incendie maillé et sectionnable d'une pression de plus de 7 bars. Des poteaux incendie normalisés d'un diamètre nominal DN150 sont judicieusement répartis à proximité des zones sensibles de telle sorte que l'on puisse accéder à tout endroit où peut survenir un sinistre.

Ces appareils délivrent un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h. [...]. Ce réseau permet de délivrer à minima 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. [...]"

extrait du plan d'opération interne (POI) - chapitre 5 - évaluation des risques (révision de décembre 2024)

extrait étude de dangers - chapitre 2 (révision de décembre 2022)

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés par l'exploitant :

- que des tests ont été réalisés en février 2025 sur 8 poteaux incendie de l'atelier PPC (au lieu des 9 poteaux incendie) ;
- qu'aucune observation n'a été formulée sur les compte-rendus des tests ;
- qu'aucune mesure de débit et de pression n'a été réalisée lors de ces tests.

<p>Suite à la visite d'inspection du 5 novembre 2025, l'exploitant indique par courriel du 17 novembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'un plan du réseau incendie de l'atelier PPC est en cours de mise à jour avec l'intégration des 9 poteaux incendie de l'atelier ;</li> <li>• que des tests de débits et pression ont été réalisés le 16 novembre 2025 sans préciser les poteaux testés. L'exploitant déclare que les tests mettent en évidence le respect de la pression et des débits unitaire et simultané requis.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 2 mois, les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plan mis à jour du réseau maillé haute pression indiquant la localisation des poteaux incendie de l'atelier PPC ;</li> <li>• rapport des tests du 16 novembre 2025 effectués sur le réseau incendie haute pression et les 9 poteaux incendie de l'atelier PPC (débit et pression tel que requis par l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 modifié susmentionné et par le POI).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>